

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A une semaine des élections

C'EST LA GUERRE DES GANGS

Un sondage d'Ouest-France - Démoscopie - révèle que 14 % des électeurs seraient encore indécis. Sur ces 14 %, 35 % hésitent encore entre la gauche et la droite, 36 % hésitent entre les deux formations électorales de la droite et 22 % entre les différents partis de gauche.

Il faut, bien sûr, se méfier des sondages, mais ces chiffres peuvent confirmer le trouble qui règne dans l'électorat aujourd'hui : comment choisir entre tous ces marchands de promesses ?

Pendant ce temps, les groupes politiques de droite et de gauche se sont lancés dans une guerre des gangs électoraux.

Mardi et mercredi, en deux nuits, il faut dénombrer des attentats ou bagarres en trois endroits de Paris, à Épinal, à Digne, à Bastia, à Lorient.

Les vitrines des permanences volent en éclat. Les colleurs d'affiches s'affrontent à coup de barres de fer

ou d'armes à feu.

En plus des marchands

de promesses en tout genre, voici les distributeurs de



coups. Une campagne électorale bien loin de l'image démocratique que l'on voudrait lui donner.

Quel contraste avec la simplicité de l'intervention des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne à la télévision mercredi soir. Aucune confiance ni en la droite ni en la gauche, une idée de plus en plus d'actualité.

• Toulouse

LE PCF LICENCIE SES MILITANTS

Oui, à Toulouse, le PCF licencie ses militants. Non, ce n'est pas une mauvaise plaisanterie.

Il y a quelques mois, trois employées de la polyclinique Joseph Ducuing-Varsovie étaient licenciées pour « compression de personnel ». Or cette clinique a été créée après la Libération par le PCF, avec les fonds du PCF et elle est aujourd'hui encore gérée par le PCF.

Les trois travailleuses licenciées, membres du PCF

et de la CGT, ont alors assigné en justice la direction de la clinique, deux personnalités locales du PCF. La section-santé CGT s'est, quant à elle, portée partie civile contre les directeurs.

Les travailleuses considèrent leurs licenciements comme abusifs. Les dirigeants de la clinique les ont accusées au tribunal de faire de « l'anticommunisme » et ont parlé de « fautes professionnelles justifiant les mesures prises contre elles ». Verdict du tribunal le 15

mars.

Toutefois les dirigeants locaux du PCF ne se sentent pas très sûrs de leur bon droit, puisque la direction fédérale de ce parti a distribué à la presse une déclaration : « Le fait que ce conflit oppose des salariés à un directeur, par ailleurs membre du PCF, ne saurait en aucun cas impliquer la responsabilité du PCF ».

Nous pensons, nous, que ce qu'ont fait ces cadres du PCF engage la responsabilité du PCF.

• Corne de l'Afrique

Un conflit local peut devenir une guerre mondiale

Mercredi, le peuple somalien est descendu une nouvelle fois dans la rue, la troisième fois en cinq jours, pour dénoncer la présence de mercenaires cubains manipulés par les Russes, dans la corne de l'Afrique.

En début de semaine, le gouvernement français par son ambassadeur aux USA développait une nouvelle fois officiellement les mêmes thèses que l'URSS sur le conflit armé qui oppose la Somalie et l'Éthiopie : la Somalie serait l'agresseur.

Le gouvernement Giscard sait bien que la cause principale de la guerre est l'URSS et que le nombre de mercenaires cubains, vendus à Moscou, a doublé en Éthiopie ces six dernières semaines.

Non seulement, l'URSS veut entretenir mais encore développer cette guerre. Tout cela le gouvernement français le sait. Mais il préfère capituler devant l'URSS menaçante et peu tendre pour ceux qui la dénoncent.

Le développement de la guerre dans la corne de l'Afrique est un fait grave. Il ne faut pas être alarmiste, mais il ne faut pas non plus se masquer les yeux : un conflit local peut toujours devenir une guerre mondiale, surtout quand il est fomenté par une puissance comme l'URSS, qui veut dominer le monde entier.

Nous, marxistes-léninistes, sommes de ceux qui luttent pour la paix, contre la guerre impérialiste. Nous appelons, avec d'autres organisations, à dire NON à la guerre fomentée par Moscou en Afrique.

MANIFESTATION

Samedi 4 mars

17h 30

Métro Oberkampf

A l'appel du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, de l'Humanité rouge, de Drapeau rouge, de l'Association générale des étudiants du Gabon, de l'Union des étudiants iraniens en France et de l'Union générale des étudiants centre-africains.

NOUVELLE CONSTITUTION CHINOISE

Selon le compte-rendu officiel d'un rapport sur la modification de la constitution de 1975, présenté mercredi par le vice-président Yeh Chien-ying, devant 3 444 députés réunis pour la 5e Assemblée nationale populaire, des « agissements assez importants » ont été apportés à la précédente constitution chinoise.

Le vice-président Yeh Chien-ying a insisté sur

un fait : « Nous devons développer la tradition démocratique et combattre tout acte qui porte atteinte à la vie démocratique et aux droits des citoyens ».

« Il faut aussi, a-t-il dit, prêter une oreille attentive aux critiques et remarques (des masses) notamment à celles adressées aux organismes dirigeants et aux cadres responsables ».

(Voir notre article page 3)

LE PEUPLE DU NICARAGUA RESISTE A LA REPRESSION

Au Nicaragua, malgré une répression des plus sauvages, l'insurrection populaire résiste au feu nourri de la répression.

La révolte a gagné la capitale dans la journée de mercredi. Des manifestations se forment illégalement pour accompagner au cimetière les victimes de la répression gouvernementale. Les commerçants et les ly-

ciens ont déclenché une grève de 24 h.

En province, les interventions de groupes nombreux d'Indiens armés ou de jeunes gens, armés eux aussi, se poursuivent.

Les insurgés exigent dans un premier temps la démission du chef de l'État, le général Somoza.

(Voir page 2)

Val-de-Marne
MEETINGS DE
L'UOPDP

IVRY
École Joliot-Curie B
rue Saint-Just
SAMEDI 4 MARS
de 15 h à 19 h

IVRY
École Robespierre
MERCREDI 8 MARS
à 17 h

VITRY-sur-SEINE
École Anatole France
JEUDI 9 MARS
à 20 h

Le Gabon en crise

Pour informer largement l'opinion progressiste internationale sur la situation alarmante qui prévaut actuellement au Gabon, l'Association générale des étudiants gabonais organise le 5 mars à Paris V (Maison d'Italie, métro cité universitaire) un grand meeting ayant pour thème « Faillite totale de la clique Bongo et menace croissante des deux superpuissances au Gabon ».

A cette occasion, l'AGEG nous a fait parvenir un texte dont nous reproduisons ici de larges extraits.

En ce début de l'année 1978, le Gabon se trouve plongé dans une profonde crise économique et financière. Les caisses de l'Etat

sont pratiquement vides. Le taux d'inflation est de 40 % et la hausse des prix bat tous les records.

La dette vis-à-vis de l'ex-

térieur s'est particulièrement aggravée ; elle est évaluée actuellement à deux fois et demi le budget national.

Cette grave crise est principalement le résultat du pillage effréné des richesses nationales et de l'exploitation féroce du peuple gabonais par les impérialistes de tous poils (y compris le social-impérialisme), notamment les impérialistes français qui conservent une position dominante tant sur le plan politique, qu'économique. Du fait de la crise

générale qui secoue actuellement le système impérialiste, ce pillage et cette exploitation ont atteint une ampleur sans précédent, ces derniers temps dans notre pays.

Mais la clique Bongo asservie à l'impérialisme français qui a relativement élargi, au cours de ces dix dernières années la base économique et sa base bourgeoise compradore porte elle aussi une responsabilité non-négligeable dans cette crise. Cette clique fantoche se livre en effet quotidiennement à des énormes et multiples dépenses de prestige, à des détournements de fonds et à d'autres dilapidations de fonds publics. La seule tenue de la conférence de l'OUA en juillet dernier a coûté 150 milliards de francs CFA, soit deux tiers du budget de 1977 !

Les conséquences de cette crise sont dramatiques pour les masses populaires gabonaises. La clique fantoche tente de leur faire payer la note salée de sa propre politique pro-impérialiste et antipopulaire. C'est ce que montre l'actuel « Programme d'austérité » valable jusqu'en 1980, prévoyant entre autres mesures scélérates, le blocage des maigres salaires des ouvriers, employés, petits et moyens fonctionnaires ; le recours à une « fiscalité exceptionnelle » baptisée « impôt du chemin de fer ».

On assiste en même temps à une fascisation du pouvoir comme le montre la répression brutale qui s'est abattue récemment sur les étudiants de l'université de Libreville, qui ont déclen-

ché une grève pour protester contre les mesures anti-sociales prises par le gouvernement. (Arrestation de plus de 400 étudiants, incorporation d'office de ceux-ci dans l'armée, la police et la gendarmerie pour subir un dressage, fermeture de l'université).

La crise actuelle a le mérite de discréditer encore plus nettement la clique Bongo, valet de l'impérialisme français aux yeux des masses populaires.

Mais dans le contexte actuel d'inorganisation totale de celles-ci sur de solides bases révolutionnaires, cette si-

tuation présente de sérieux risques d'ingérence des deux superpuissances dont les agents infiltrés au sein de l'appareil d'Etat attendent une occasion propice pour s'emparer du pouvoir au profit soit des Etats-Unis soit de l'Union soviétique.

La situation actuelle rappelle très bien celle qui a déjà prévalu dans notre pays en 1964 et qui a conduit au déclenchement d'un coup d'Etat pro-américain, vite annihilé par l'impérialisme français.

Pour le Comité exécutif de l'AGEG

● Nicaragua Somoza et ses milices noient la révolte dans un bain de sangLa lutte continue

C'est dans un bain de sang que s'est terminée la révolte de la misère des Indiens de la ville de Masaya. C'est avec des armes automatiques et des canons que la Garde nationale, la milice privée du dictateur Somoza, a repris l'un après l'autre tous les quartiers de la ville, laissant derrière elle des centaines de cadavres, entre autres de femmes et d'enfants.

D'autre part, la commission permanente des droits de l'homme au Nicaragua a adressé un message à l'ONU après la reddition, mardi matin, des insurgés de la ville de Masaya aux troupes gouvernementales apprend-on à Managua.

Le président de la commission, M. Jose Esteban Gonzalez, indique dans ce message au secrétaire général de l'organisation, M. Kurt Waldheim, que l'action de l'armée pour reprendre le contrôle de la ville a fait des centaines de morts, de blessés et de disparus.

Une grande partie du quartier indigène de Monimbo a été détruite, et des groupes de secours ont été constitués afin de distribuer vivres et médicaments tandis que des équipes d'ouvriers des Travaux publics s'emploient à dégager les rues.

La situation reste tendue à Managua comme dans le reste du pays. De nombreuses manifestations violentes se poursuivent.



Affiches sur les murs de Libreville lors du voyage de Giscard en 1976. L'impérialisme français reste dominant au Gabon.

● Moscou

De l'aveu même de l'Agence Tass, les prix de nombreux produits vont, à partir du 1er mars subir des hausses très importantes. L'essence augmente de 25 %, le café et le chocolat vont voir leur prix multiplié par quatre. On n'entend pas parler, par contre, d'augmentations de salaire.

● Bogota

Le peuple colombien vient de répondre à sa manière aux élections-bidons organisées par le gouvernement fasciste : 70 % d'absentions. Le record national qui datait de 1938 avec 69,8 % a été battu.

● Bangkok

« La voix du Peuple thaïlandais », station-radio du Parti communiste thaïlandais a annoncé mardi la création d'une « armée de libération musulmane ». Cette armée, que « La voix du peuple thaïlandais » qualifie de mar-

xiste-léniniste, opérera dans le sud du pays, région à prédominance islamique et en liaison avec les maquis communistes du pays.

● Seville

La Garde civile espagnole a été mobilisée mardi dans les huit provinces andalouses pour empêcher l'occupation de propriétés par plusieurs dizaines de milliers de travailleurs agricoles en grève. Selon l'agence de presse espagnole « EFE », plusieurs occupations auraient cependant déjà été réalisées dans la province de Séville.

● Pologne

Un porte-parole du « Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen » a dénoncé les « manœuvres d'intimidation » que la police polonaise a déclenchées, contre le « Comité ouvrier » formé vendredi dernier à Katowice et qui a lancé un appel en faveur de la création de « syndicats libres » en Pologne.

La milice de Katowice aurait détenu et « maltraité » durant 48 heures Kazimierz Switon et interrogé durant 31 heures Grazyna Tosiecka.

Roman Ksciuczek, autre membre fondateur du « Comité ouvrier » aurait également été interpellé et gardé à vue durant le délai légal de 48 heures.

● Berlin Est

Douze étudiants iraniens qui avaient occupé lundi leur ambassade à Berlin-Est, ont été condamnés mardi par un tribunal de cette ville à des peines de dix mois à un an de prison pour violation de domicile, a annoncé l'Agence est-allemande ADN. Ces sentences, a précisé ADN, ont cependant été commuées en l'expulsion des douze condamnés de RDA.

Les douze Iraniens avaient entrepris leur action en signe de protestation « contre les meurtres de leurs compatriotes qui avaient participé à la manifestation de masse de

Tabriz ». Ils avaient été immédiatement arrêtés par les services de sécurité est-allemands.

● Belgrade

Quatre scientifiques ont invité mardi leurs collègues occidentaux à refuser de coopérer avec les savants de pays tels que l'URSS, qui violent les droits de l'homme.

Le prix Nobel français André Lwoff, l'Américain Robert Adelstein, le Suisse Robert Leueberger et le Norvégien Thorolf Rafto ont estimé dans une conférence de presse à Belgrade, que cette attitude constituerait un moyen de pression efficace sur l'Union soviétique.

Le professeur Lwoff a d'autre part annoncé qu'un appel au boycottage du congrès de Cancérologie, qui doit se tenir en juillet en Argentine, sera lancé à tous les cancérologues, en raison des violations des droits de l'homme qui sont pratiquées dans ce pays.

● URSS

Les statuts du syndicat libre

Quarante-trois ouvriers et ingénieurs soviétiques ont rendu public lundi à Moscou les statuts du « Syndicat libre » dont ils avaient annoncé la création en janvier dernier.

Les signataires se réclament de la « Déclaration des droits de l'homme (des Nations Unies), article 23, paragraphe 4 » (sur le droit de fonder des syndicats) et de la « convention de 1948 sur le droit d'association et la protection du droit d'organisation ».

Deux représentants des signataires ont rendu public une liste de 110 noms de membres du « Syndicat libre ». Ils affirment avoir plus de 200 noms.

La lettre porte notamment la signature de Vladimir Klebanov, 46 ans, ancien mineur du Donbass, l'un des organisateurs de ce groupe d'ouvriers. Créé le 7 février, à Moscou, il serait

depuis le 8 février en « isolement total » dans un hôpital psychiatrique de Donetsk (Ukraine).

Selon les statuts, datés du 1er février, tout ouvrier ou employé soviétique « dont les droits et intérêts sont lésés illégalement par les organes administratifs soviétiques du parti ou de la justice » peut adhérer au « Syndicat libre ».

Les quarante-trois travailleurs ont remis une « lettre ouverte » à l'OIT et aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux dans laquelle ils déclarent être « obligés de demander leur aide morale et matérielle ». « Tous, nous sommes licenciés pour avoir dénoncé des abus ou critiqué les directeurs des entreprises où nous travaillons », affirment-ils. Agés de 35 à 45 ans, ils indiquent être « privés de travail depuis un à cinq ans ».

Chine

L'Assemblée populaire nationale en Chine

UN ORGANE DE POUVOIR AUX MAINS DU PEUPLE

L'Assemblée populaire nationale s'est ouverte dimanche après-midi dans le grand palais du peuple à Pékin. Elle a rassemblé au total plus de 3 000 délégués venus des quatre coins de la Chine.

LE ROLE ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

La Chine est un État socialiste dirigé par le Parti communiste et dont le maître est le peuple. Les organes par lesquels le peuple exerce son pouvoir sont l'Assemblée populaire nationale et les assemblées populaires à tous les échelons.

L'Assemblée populaire nationale est l'organe suprême du pouvoir d'État. Ses députés sont élus au scrutin secret et à l'issue d'amples consultations démocratiques, par les provinces, les régions autonomes, les municipalités relevant directement de l'autorité centrale et l'armée populaire de libération.

Selon la constitution, tous les citoyens ayant dix-huit ans révolus sont électeurs et éligibles, à l'exception des personnes pri-

La première session de la première assemblée eut lieu en septembre 1954, depuis, il y en eut en 1959, 1964, 1975.

LA CINQUIEME ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE

L'ordre du jour de la session comprend trois points :

1) Présentation du rapport d'activité du gouvernement par le Premier ministre Houa Kou-feng.

2) Modification de la constitution de la République populaire de Chine et présentation du rapport sur sa révision.

3) Election et nomination des dirigeants de l'État. Par ailleurs, la session examine le projet de plan décennal pour le développement de l'économie nationale.

Nous ferons ici un compte-rendu très bref de deux points particuliers, l'un con-

du président Mao, à savoir : « procéder à un travail de consolidation » et « se préparer en prévision d'une guerre ». Par ailleurs, elle doit tout faire pour se perfectionner et se moderniser. Enfin, l'armée doit mener à bien tous les préparatifs en vue de libérer Taiwan.

Il faut souligner dans le rapport l'importance du Front uni révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans, unissant les intellectuels et les autres travailleurs, les partis démocratiques patriotes ainsi que les compatriotes de Taiwan, de Hong Kong et de Macao et ceux qui résident à l'étranger.

A propos de la situation internationale, Houa Kou-feng a déclaré : « Conformément à sa théorie sur la division en trois mondes, nous resserrons notre unité avec le prolétariat et les nations et peuples opprimés du monde entier, avec les pays socialistes, avec les pays du tiers monde, nous



Les minorités nationales doivent également décider de la politique du pays.

vées de ces droits par la loi.

Cumulant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, l'Assemblée populaire nationale réalise ainsi un haut degré de concentration des pouvoirs de l'État. Le conseil des affaires d'État est son exécutif.

Il existe également un comité permanent de l'Assemblée populaire qui est responsable devant l'Assemblée et qui lui rend des comptes.

L'Assemblée populaire nationale est élue pour cinq ans, mais elle peut être dans des cas exceptionnels prolongée ou convoquée avant terme.

cernant la dictature du prolétariat et le front uni, l'autre sur la situation internationale.

Dans son rapport, Houa Kou-feng a expliqué que pour faire de la Chine un grand État socialiste, puissant et moderne, il fallait renforcer l'appareil d'État de dictature du prolétariat et faire pleinement valoir la démocratie populaire. Il faut également souligner le rapport, consolider la grande union avec les nationalités, développer le Front uni révolutionnaire et faire jouer au maximum tous les facteurs positifs. L'armée, quant à elle, doit poursuivre l'application des directives

nous allions avec tous les pays en butte à l'agression, à la subversion, à la mainmise, aux vexations de la part des superpuissances, pour former le front uni le plus large contre l'hégémonisme de superpuissance. Aucun État ne doit agir en despote, dans quelque région que ce soit, ni imposer sa volonté aux autres. Traiter les autres d'égal à égal ou pratiquer l'hégémonisme, c'est là un indice important qui permet de juger si un pays observe ou non les cinq principes de la coexistence pacifique, et aussi de distinguer un pays socialiste authentique d'un pays pseudo-socialiste.

• Saint Denis « Il y a grève et grève »...

Il y a de cela dix jours, une quarantaine de jardiniers, employés par une entreprise de service se mettaient en grève pour s'opposer au licenciement de l'un d'eux. La direction refusa toute négociation avec les grévistes. Aussi, vendredi dernier, le syndicat CGT de l'entreprise appela les 1800 salariés à se solidariser avec les grévistes et, l'après-midi, plusieurs centaines de travailleurs se réunissaient en assemblée générale. Révoltés par l'attitude de la direction et ce licenciement arbitraire, les travailleurs décidaient de déposer un préavis de grève. Un journaliste de « Libération », invité par plusieurs grévistes assistait à cette assemblée générale et en rendit compte dans le numéro daté du samedi 25 février de ce même quotidien.

Lundi 27, les travailleurs se réunissaient de nouveau en assemblée générale pour décider de la suite à donner au mouvement, mais ils se heurtèrent à une violente opposition des cellules PCF de l'entreprise. Celles-ci, dans un tract intitulé « La machination » accusaient ni plus ni moins les travailleurs de faire le jeu de la droite.

Au cours de l'assemblée générale, des militants du PCF montèrent à la tribune pour accuser le syndicat CGT de faire de l'anticommunisme en organisant cette grève !

Eh oui, c'est bien clair, cette grève est anticommuniste puisque le patron licencieur n'est autre que la municipalité PCF de Saint-Denis (93) et que les 1800 salariés sont les employés communaux.

Si dans un mois, il y a des ministres PCF au gouvernement, vous pouvez être sûrs qu'on entendra encore parler de grèves anticommunistes qui font le jeu de la droite...

(1) Les « bonnes » grèves ce sont les journées d'action bidon que les communaux sont obligés de faire et pour lesquelles les municipalités PCF versent la journée de salaire à ceux qui « pointent » à la manifestation.

Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

Informations générales

Jacques Borel, un exploiteur de choc

Les travailleurs de Jacques Borel, gare du Nord, sont en grève depuis le 25 février et occupent les locaux. Voici le tract de leur section CGT par lequel ils expliquent les raisons de leur lutte et appellent les travailleurs à les soutenir, en versant à leur caisse de solidarité et en ne fréquentant pas l'établissement pendant le conflit.

Rappelons qu'à Montparnasse, leurs collègues ont obtenu récemment par la lutte la réintégration de leur délégué syndical licencié : les travailleurs passent au combat face à l'exploiteur de choc Jacques Borel !

La cause en est simple : le détonateur a été l'annonce par la direction du retour aux heures d'équivalence, soit un jour 13 h, le lendemain 11 ou 12, le jour d'après 4, et ainsi de suite...

L'utilisation de ce système qui était aboli depuis des années permet de garantir une telle instabilité dans les heures de travail que peu d'employés y résistent longtemps.

A ça s'ajoute des revendications toujours insatisfaites : au self, gare du Nord, on trouve encore des salaires de 1 300 F nets par mois.

Quel salarié digne de ce nom pourrait vivre décemment ? Nos revendications :

Mensualisées :

— Immédiatement augmentation de tous les salaires de 200 F, la revendication restant : pas de salaires inférieur à 2 400 F pour 40 h de travail (aujourd'hui 1 800 F pour 44 h !).

— Établissement d'un planning avec des horaires réguliers et deux jours de repos consécutifs par semaine.

— Établissement d'une grille de salaire.

Pour le personnel au % :

— Égalisation du pourcentage service par l'application du 15 %.

— Élimination des travaux de nettoyage après les heures de service (balayage, etc.).

Pour l'ensemble du personnel :

— Paiement des taxis pour le personnel finissant son service en dehors des heures de transport en commun.

— Valeur du ticket premier repas porté à 20 F au lieu de 16.

— Paiement du second repas, celui-ci n'étant généralement pas consommé par les employés.

Clients du Wimpy et du self, les travailleurs de J. Borel sont déterminés, ils veulent voir leurs revendications aboutir.

Stein : reprise du travail

Les travailleurs de Stein ont repris le travail après huit semaines de grève avec occupation. Ils ont repris sans rien avoir obtenu : ni les 2 400 F minimum, ni le 13e mois, ni les quarante heures sans perte de salaire.

Ils n'ont pu établir un rapport de force suffisant : sur le plan national, face au trust, sur le plan local face au patronat de la région, en unifiant les luttes dispersées.

La direction n'a rien lâché, comptant sans doute sur la période électorale : les directions syndicales sont plus préoccupées d'élections que d'étendre et coordonner les conflits (encore plus que d'habitude !) et les travailleurs eux-mêmes, à force de sollicitations peuvent être détournés de la lutte.

Les travailleurs ont reculé.

Ils ont toutefois gagné dans le conflit une solide et large unité et une conscience plus claire des obstacles à la coordination des luttes, au « tous ensemble et en même temps » qui permettrait de construire un rapport de force beaucoup plus favorable.

• Sarthe : Il n'y a pas que les patrons qui licencient !

Imaginons une secrétaire qui vient vous trouver et vous dit : « Mon patron me licencie, il me reproche des fautes de frappe depuis deux ans, et une erreur de classement commise il y a deux ans ». Que diriez-vous sinon que ce patron ne manque pas de culot, que ce licenciement est purement et simplement scandaleux, qu'il faut le dénoncer et exiger la réintégration de l'employée. Ce genre de problème il nous arrive trop souvent de le défendre car le patronat considère les travailleurs comme une vul-

gaire marchandise. Mais là ce n'est pas tout à fait pareil, car le patron s'appelle « Union départementale CFDT » et l'employée une secrétaire de longue date. Ça ne manque pas de provoquer des remous à la CFDT et même au conseil de l'union départementale, mais pas de quoi troubler la sérénité du principal responsable de ce licenciement scandaleux, le secrétaire (PS) de l'union départementale.

Est-ce cela le changement que nous promettent ces messieurs de la gauche quand ils seront au pouvoir ?



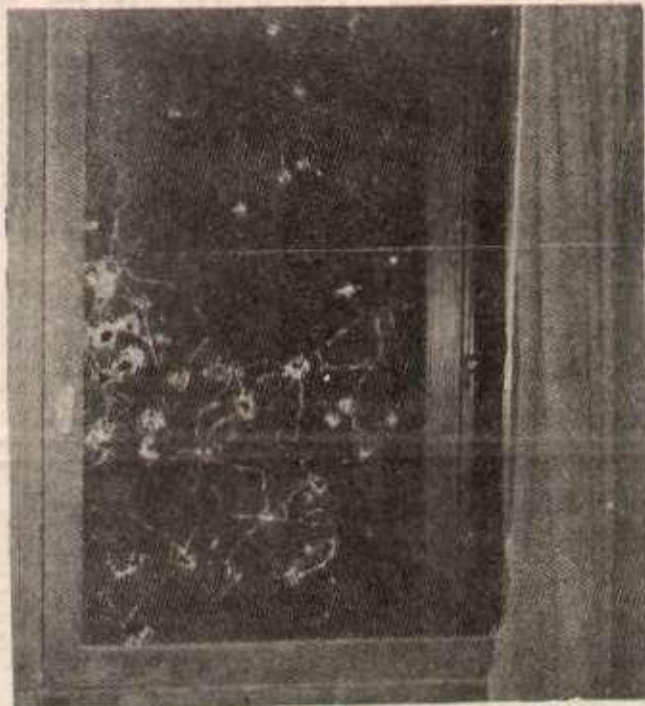
Encore une criminelle provocation contre les résidents Sonacotra

Villemonble, rue Laennec. Foyer Sonacotra.

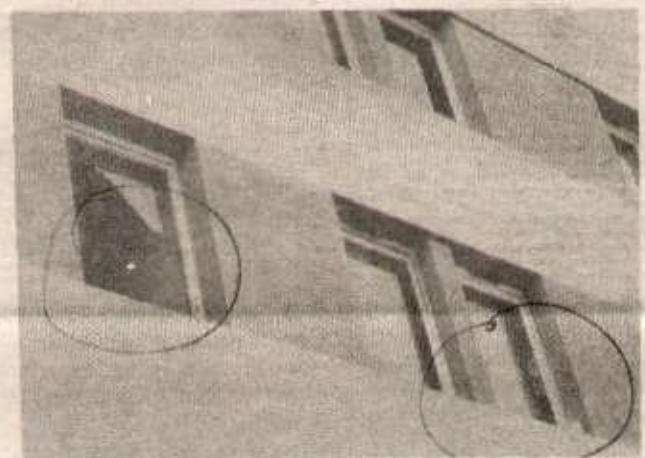
Le film du dimanche soir vient de commencer à la télé. Soudain, deux détonations. Deux fenêtres au troisième étage d'un des bâtiments sont criblées de trous. Le mur garde les traces d'impacts. Les deux fenêtres étaient éclairées au moment de l'agression, un des fenêtres est celle de la chambre d'un résident.

C'est depuis la rue, à une dizaine de mètres, que les coups de feu ont été tirés, une voiture s'est évanouie dans la nuit.

Les résidents du foyer Sonacotra sont en grève des loyers depuis le mois d'octobre 1977. C'est l'un des 91 foyers Sonacotra en grève. Isolé sur le plateau d'Avron, au milieu d'un désert d'habitations, le foyer compte 288



A la hauteur de l'impact, même assis près de la table ou sur le lit, le résident aurait pu être touché et sérieusement blessé. Et dans une chambre d'un mètre cinquante de large sur à peine plus de quatre mètres, il n'y a guère de place !



Les criminels ont tiré sur deux fenêtres éclairées. Celle de gauche donne sur un couloir desservant tout l'étage. Elle s'est brisée peu après. Celle du milieu n'était pas éclairée. Il n'y avait heureusement personne ni dans le couloir ni dans la chambre dont l'occupant était sorti quelques instants.

chambres réparties en quatre bâtiments avec une seule entrée, (et donc une seule issue). Des chambres de 4 mètres sur 1 mètre 50 (pour y entrer, il faut se faufiler entre le lavabo et l'armoire) séparées par des cloisons de contreplaqué. Pour un tel logement, la Sonacotra exige des loyers de 248 F mensuels, et en plus, depuis cette année, elle voudrait que les résidents qui n'ont pas le statut de locataire paient à sa place les impôts locaux.

Dimanche soir, c'est l'agression armée dont le gérant a tenté de faire disparaître toute trace. Ce gérant qui habituellement ne fait rien, si ce n'est d'essayer de susciter la division entre résidents, voudrait remplacer les fenêtres criblées de plomb... La police est venue pour constater l'agression, donnera-t-elle suite ?

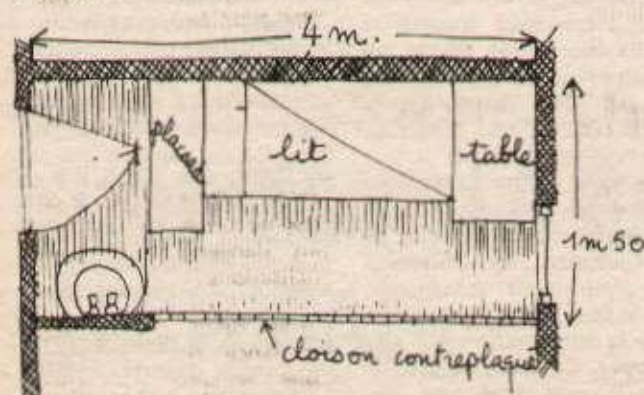
Encore une fois les intimidations criminelles se multiplient contre les résidents. Après la demande d'enquête sur le Comité de coordination faite par Stoléru, après les provocations armées du gérant du foyer Romain Rolland de Saint-Denis, et les agressions physiques de résidents comme à Argenteuil, voilà une

agression criminelle de plus contre les résidents en lutte contre la Sonacotra, voilà comment la bourgeoisie voudrait étouffer leurs revendications légitimes.



Cet escalier descend sur un couloir souterrain qui conduit du premier bâtiment aux autres : c'est pour ces derniers la seule entrée... et la seule sortie !

Par contre, au rez-de-chaussée, les fenêtres sont au ras du sol, et comme il n'y a nulle part de volet (sauf bien sûr au logement du gardien !), peut entrer qui veut... Alors d'où vient l'insécurité dans les foyers, Monsieur Stoléru ?



Plan d'une chambre

Un autre cas

à St-Denis

Au foyer Romain Rolland

Halte aux provocations dans les foyers Sonacotra

Communiqué de presse

Voici les faits :

- Déjà, le 27 janvier 1975, le veilleur de nuit du foyer déchirait nos tracts et provoquait les résidents.

- Samedi 18 février 1978 à minuit, au foyer Romain Rolland de Saint-Denis, le veilleur de nuit du foyer s'est « exercé » au tir dans les locaux du bar. Des impacts de balles ont été découverts par les résidents sur les murs de la salle et le poste de secours du foyer a été transpercé de plusieurs balles. La seule excuse donnée par le veilleur de nuit, qui a admis les faits, était qu'il était un peu saoul ce soir-là.

Déjà, à plusieurs reprises, nous avons alerté les autorités locales et la direction de la Sonacotra sur les agissements de cette personne, qui, à plusieurs reprises, a menacé des résidents avec son arme et les a provoqués, surtout dans les moments où il était pris de boisson.

Stoléru a demandé au ministère de l'Intérieur une enquête contre le Comité de coordination, mais il ne s'inquiète pas des actes de violence ou des provocations venant des gérants et autres veilleurs de nuit de la Sonacotra.

D'autre part :

Vendredi 24 février 1978, à 23 heures 45, une voiture Simca 1 100 immatriculée 670 BSE 75 a surveillé les résidents et leurs délégués à leur descente de l'autobus 150, cité Floréal, venant de La Villette. Cette voiture a suivi des résidents de La Villette jusqu'à l'entrée du foyer, ses trois occupants, proférant des propos provocateurs...

Nous appelons tous les travailleurs et tous les démocrates à prendre l'initiative contre ces provocations et pour soutenir notre juste lutte, pour l'aboutissement de toutes nos revendications.

Extrait du communiqué de presse du Comité des résidents.

• Foyer de l'Iser (St-Denis)

Entre les lignes à haute tension et l'usine d'épuration

Nous sommes 224 travailleurs immigrés parqués dans un terrain situé au-dessous des lignes à haute-tension, entre la décharge à ordures de St-Denis et l'usine d'épuration d'Épinay sur-Seine.

Nous dormons dans des vieilles baraques en tôle, 16 personnes sur 42 m² avec des lits superposés. Les radiateurs sont à peine tièdes. Il fait si froid que parfois l'eau gèle dans les chambres (et en été, on crève de chaleur). Il y a plein de courants d'air, il pleut de partout, et ça pue la décharge, il y a plein de rats, de cafards... On ne peut pas s'isoler, on ne peut dormir : les bruits de la décharge, ça commence à 4 heures, du matin, et comme

on n'a pas les mêmes horaires de travail, les uns réveillent les autres.

Pour aller aux toilettes, il faut sortir sous la pluie et dans le froid, et il y a seulement 12 WC pour 224 personnes.

(...) Dans les cuisines, il y a seulement 22 réchauds et beaucoup ne marchent pas. Pour les provisions : pas de frigos, pas d'endroit pour les mettre, pas de magasin à proximité. (...)

Le foyer est géré par Jean-Pierre Bouquet, directeur de l'Office départemental des HLM, gérant de deux autres foyers à Sevran, conseiller municipal de Sevran et membre du PCF.

Evidemment, il ne fait rien pour nous.

Depuis un an et demi, nous sommes en grève de loyer, nous refusons de payer 1 600 F pour 2 m² de dortoir, même à Paris un appartement tout confort n'est pas aussi cher.

Nous exigeons d'être relogés tous ensemble, et rapidement à St-Denis. Dans un vrai logement, avec des chambres d'une ou deux personnes, avec le statut de locataires pour un loyer maximum de 150 F par personne.

Nous appelons à la formation d'un comité de soutien sur la base de nos revendications.

Réunion le 3 mars à 20 h au foyer

Le résident du foyer de l'Iser 9: rue de l'Iser

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES ELECTIONS VUES DE L'ETRANGER

Voici quelques informations sur la façon dont les élections législatives françaises sont vues à l'extérieur de nos frontières.

LONDRES

— Le « Times » estime que la désunion de la gauche française place le PCF devant un dilemme sans précédent : aligner au second tour ses candidats sur ceux du PS ou prendre la responsabilité de la défaite de la gauche.

« Les deux partis sont maintenant engagés dans une guerre des nerfs qui connaîtra son sommet dramatique au moment où seront connus les résultats du premier tour », pense le « Times ».

MONTREAL

— « The Gazette », journal canadien révèle que le gouvernement canadien « prie silencieusement » (!) pour que la gauche française perde les élections.

C'est là encore la présence éventuelle de membres du PCF dans un gou-

vernement de gauche qui inquiète : « Les Canadiens et les hauts fonctionnaires de l'OTAN craignent que cette organisation devienne une alliance régionale confinée à l'Europe du Nord, si la gauche devait prendre le pouvoir en France et en Italie ».

BONN

Toujours sur la question des ministres du PCF, Schmidt « ne pense rien de bien de ministres communistes en Europe occidentale » a révélé « Général Anzeiger », journal libéral ouest-allemand.

Le journal précise même : « Le gouvernement fédéral allemand serait soulagé et satisfait si Mitterrand pouvait être séparé des communistes et devenir le premier ministre d'un gouvernement de centre-gauche sur le modèle de Bonn ».

PEKIN

L'Agence Chine nouvelle a expliqué les contradictions au sein de l'actuelle majorité française, entre giscardiens, centristes, réformateurs d'une part et RPR gaulliste d'autre part.

Évoquant la gauche française, l'agence chinoise signale les désaccords entre le PCF et le PS, qui n'ont pas encore su passer d'alliance électorale.

L'Agence Chine nouvelle mentionne aussi la participation aux élections du Parti communiste marxiste-léniniste de France et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste qui « appellent à l'union des travailleurs contre le capitalisme, le révisionnisme et les préparatifs de guerre des puissances, en particulier les sociaux-impérialistes soviétiques ».

COPENHAGUE

Le premier ministre danois, Anker Joergensen, a laissé clairement entendre dans une interview au « National press club » que la victoire de Mitterrand aux législatives était assurée et que cela ne pouvait que le ré-

joindre, lui Joergensen, chef du gouvernement social-démocrate danois.

Giscard et son gouvernement ont protesté contre cette « ingérence » dans les affaires intérieures françaises.

PRAGUES

— L'organe officiel tchécoslovaque « Rude Pravo » est un fidèle haut parleur de Moscou. Il en reprend l'analyse.

« Rude Pravo » juge improbable (à la limite même inopportune) la victoire de la gauche aux prochaines élections françaises.

« Les sondages traduisent l'état de mécontentement de la majorité des Français et leurs désirs de changement politique, mais l'expérience laisse supposer que face à cette attitude de la population la droite atténuera ses différends et réunira ses forces pour le second tour. » pense la voix du gouvernement tchécoslovaque (et donc russe).

Puis il fait une constatation qui confirme à ses yeux son analyse : « Tant que l'opposition (de gauche) reste désunie, la droite a ses chances de succès ».

Le RPR, les élections et le sport

Chirac, lâche-nous les baskets !

Chirac et son RPR ont, depuis un certain temps déjà, compris l'importance que revêt le sport dans la vie d'un pays. Les promesses que fait actuellement le RPR dans ses réunions électorales, visent à la fois les sportifs et ceux qu'ils influencent, les directeurs de clubs et leur entourage, les milliers de jeunes qui veulent faire du sport en amateur et leurs parents.

Ça fait beaucoup d'électeurs en puissance cela... aussi Chirac s'accroche-t-il à nos baskets.

GROSSES VEDETTES

La politique sportive du RPR s'accompagne tout

GROS PRESTIGE

La politique sportive du RPR, c'est aussi une politique de prestige, au service du sport d'élite. Électoralement, quelques grandes réalisations ça paie...

Par exemple, Chirac an-

skate-board sont 30 000 à Paris et 200 000 en France à ce jour.

Cela permet aussi à certaines sociétés de faire de succulents profits. La piste de skate-board sera construite par la SEVI (Société économique de la Villette) dont il serait intéressant de découvrir les liens politiques avec le RPR. Si nos lecteurs ont des tuyaux à ce sujet...

SPORT DE MASSE ?

La politique sportive du RPR, c'est enfin le mépris du sport de masse. Il appelle les gens à consom-

amateurs de pratiquer un sport quotidien.

Ainsi, il paraît que la France est le pays du monde où il y a le plus de piscines, mais que les Français ne nagent pas : ils se poussent dans l'eau ou se vautrent dans les gradins...

Il paraît aussi que l'heure n'est plus aux stades régionaux nombreux, mais aux petits terrains aménagés sommairement, sous prétexte qu'ils sont plus accessibles à tous...

Il paraît enfin que l'on ne peut pas faire participer les jeunes à l'animation des MJC (ils ne veulent pas).



Début février, Chirac reçoit la presse sportive à l'Élysée. Il se présente entouré d'anciennes vedettes, aujourd'hui « Compagnons gaullistes », membres du Conseil des sports du RPR.

De gauche à droite : Alain Mosconi, Alain Mimoun, Christine Caron, Chirac (remarquez l'allure sportive de ses lunettes !), Sylvie Telliez, Guy Drut, Jean-Jacques Mounier, Patrice Dominguez et Raymond Dohet (adjoint aux sports de la Ville de Paris).

d'abord d'une partie-spectacle. Un certain nombre d'anciens sportifs sont aujourd'hui membres du parti gaulliste. Ils accompagnent les politiciens dans leur déplacement. Parlent pas ou peu, mais font tapisserie.

Citons : Alain Mimoun, Louison Bobet, Guy Drut, Alain Mosconi, Christine Caron, Patrice Dominguez.

La cause de ces ralliements est en général celle-ci : les vedettes du sport gagnent pas mal d'argent quand elles sont au sommet de la gloire, mais dans ce métier (car c'en est devenu un) les heures de gloire sont de courte durée, la retraite rapide ; nos vedettes se font alors acheter par Chirac.

C'est ainsi que Bobet s'est vu construire un centre thermal par le RPR qui lui en a confié la direction.

nonce la création d'un parc des sports à Paris pour 1983, dans le genre de ce qu'était le Vel d'Hiv ; une énorme piste de skate-board (planche à roulettes) sur les lieux de la Villette. Signalons que les adeptes de

mer du sport dans les grands stades à construire ou à rénover (on parle de tapisser le parc des Princes avec un gazon synthétique pour éviter les ennuis actuels...). Mais on donne moins de possibilités aux

Solution : leur faire consommer du spectacle dans quelques maisons-pilotes.

On pourrait multiplier les exemples : toute la politique sportive du RPR est du même tonneau : prestige et mépris du sport de masse.

ECOLOGIE

La Seine et la Méditerranée sont pourries, la Loire est menacée

Le « Collectif Écologie 78 », regroupant les candidats écologistes, a tenu une conférence de presse mercredi pour tirer une sonnette d'alarme : la pollution des eaux par les nuisances industrielles.

Jean-Paul Coulond, de Marseille, a affirmé qu'une société installée près de cette ville, Alusuisse, avait utilisé près de 100 tonnes de mercure pour la fabrication du gallium destiné aux usines Pechiney-Ugine-Kuhlman. Des rejets de

mercure ont été effectués près de Cassis.

2 000 bouteilles vides pouvant contenir 37 kg de mercure chacune sont encore entreposées dans l'usine qui a cessé son activité en juin 1977, faute de marchés pour ses produits.

Gilles Klein a précisé que la baie de la Seine est, elle aussi, polluée au mercure. Il a rappelé la solidarité dans la lutte des militants écologistes et des marins-pêcheurs contre les pollutions industrielles.

La Loire est dans un état moins avancé de pollution, a dit Jean-Claude Maure, mais les projets d'aménagement de la Basse-Loire vont aboutir à la destruction de centaines d'hectares de prairies, de vasières et de rizières indispensables à l'équilibre naturel.

De plus, l'implantation de la centrale du Pellerin, à 15 km d'une agglomération de 500 000 habitants, sur un terrain déclaré zone d'équilibre, fait courir un danger supplémentaire.

Alerte au gaz !

Alerte au gaz ! Aucun quartier de Paris, aucune ville de France n'est à l'abri d'un accident comme celui survenu dans le 16^e arrondissement, ont déclaré « SOS Environnement » et l'Union nationale des accidentés, mercredi matin, dans une conférence de presse.

« Le gaz de France n'a pas les moyens financiers de faire les vérifications nécessaires et de remplacer les canalisations anciennes dont certaines ont 50 ans. En effet, tout l'argent passe à l'EDF et aux centrales nucléaires » (le tout-nucléaire).

La circulation des poids lourds dans des rues non

prévues à cet effet est aussi cause de tassements de terrains dangereux pour les canalisations.

Ces deux mouvements ont lancé une campagne d'une semaine d'informations et de mobilisation de la population sur les risques de catastrophes dus au gaz.

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique avec J.M. Paljkovic ouvrier métallo candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne MERCREDI 8 MARS Ancien lycée Blaise Pascal Salle 145 à 20 h 30

SAINT-NAZAIRE

Réunion publique organisée par l'Humanité rouge SAMEDI 4 MARS Salle de la Chesnaie 8, rue des Trônes à 15 h AU PROGRAMME La troupe Jean Rigolet de Nantes présentera une pièce : « Les élections » Il y aura une discussion sur « La crise de la navale » et les élections Une garderie sera organisée

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

La Moselle ce n'est pas seulement la sidérurgie

Si l'on traverse rapidement la région de Thionville, on court le risque de ne voir que la sidérurgie, ses crassiers, ses hauts-fourneaux, ses fumées rouges, ses interminables conduites de gaz. Mais la sidérurgie ne doit pas faire oublier les usines moyennes aux dimensions et aux effectifs plus modestes, durement éprouvées, elles aussi par la crise (constructions métalliques, pièces pour l'automobile, matériel de chauffage, ateliers de sous-traitances liés à la sidérurgie...).

Sotracomet

Novembre 1975-avril 1976 : 300 travailleurs s'opposent à la fermeture et occupent six mois durant leurs ateliers qui seront mis en activité (syndicat CFDT).

Solodel

Juin 1976 : 80 travailleurs font grève pendant 21 jours et obtiennent des résultats appréciables. La section syndicale CGT qui anime la lutte ne reçoit aucun soutien de l'USTM-CGT !

Lemforder

Deux semaines d'occupation (CFDT-CGT) sur des revendications de salaires.

Soloci-Solomi

Mars-mai 1977 : avec l'appui de la CFDT, 150 travailleurs obtiennent les mêmes résultats que ceux de la Sotracomet après trois mois d'occupation.

Fillod

Avril 1977 : un mois d'occupation pour lutter contre des licenciements partiels. Français et immigrés empêchent la direction et les cadres d'entrer dans les bureaux. Cette lutte, animée par la CFDT, se déroulait à 200 mètres d'une grosse usine sidérurgique (Sollac) et à 2 km d'Usinor. Et pourtant, les ouvriers de Fillod se sont battus seuls ou presque. Ils auraient voulu se battre en union avec ceux d'Usinor, et ils ne comprenaient pas leur isolement.

Ajoutons à cette liste la lutte en cours à la Sxlal, où les travailleurs en sont à leur troisième mois d'occupation pour refuser l'arrêt des installations.

De la même façon, les syndicats CGT et CFDT de la sidérurgie sont toujours considérés comme l'avant-garde re-

vendicative, comme la « locomotive » de la région. Ce sont eux qui apportent les gros paquets de manifestants aux « journées nationales d'action ». Ils ont leurs permanents, de puissantes sonos, des secrétariats bien outillés. Ils bénéficient aussi du souvenir des luttes de la sidérurgie des trente dernières années, et celle de 1967 n'est pas près d'être oubliée.

Mais à y regarder de plus près, cette impression de « locomotive » correspond-elle toujours à la réalité ? Depuis 1971, les patrons ont mené une politique de restructuration avec fusion, compression d'effectifs, arrêt d'installations sans vraiment rencontrer de forte résistance. L'année dernière, tous les travailleurs de la région avaient les yeux tournés vers Thionville et se demandaient : « Que vont faire les ouvriers d'Usinor ? ». Or, les patrons ont liquidé l'usine sans résistance véritable, et tout le monde sait ici que les dirigeants PCF-CGT de la sidérurgie se sont opposés à la lutte. Depuis les compressions se poursuivent à Sollac et Sacilor et les patrons appliquent leur programme sans difficultés notables. Comment expliquer cela : résignation ? Découragement ? Comment expliquer que l'« avant-garde »

ne se batte plus, que la « locomotive » ne tire plus ?

Parallèlement, on constate que c'est dans les usines moyennes que se sont déroulées depuis deux ans des luttes effectives contre les licenciements ou les bas salaires, que les marxistes-léninistes ont soutenues activement.

Si la « locomotive » ne tire plus, si la sidérurgie ne joue plus depuis quelque temps son rôle moteur du passé, nous pouvons l'expliquer en partie. Le révisionnisme, bien épaulé par le réformisme, a fait depuis une quinzaine d'années des ravages dans la classe ouvrière et précisément là où elle est la plus concentrée et la mieux organisée.

Mais ceci n'est que provisoire. La sidérurgie n'en reste pas moins un secteur riche de possibilités. En témoigne la grève des ateliers centraux de Sacilor-Hagondange qui dure depuis deux semaines. Et si de nouvelles forces se manifestent hors de la sidérurgie, tant mieux ! Quelle que soit la taille de l'entreprise, toutes les luttes menées sous le signe de la démocratie prolétarienne font mal au capital.

Les candidats de l'UOPDP

Moselle
(3e circonscription)
Alphonse Laux



Alphonse Laux, 65 ans, membre du Comité d'initiative national de l'UOPDP. Ouvrier retraité de Sacilor (Combas) où il a occupé un des postes les plus pénibles, moulins à scories.

Adhérent au PCF en 1947, sur des bases antifascistes, depuis des années il lutte contre le révisionnisme et c'est en 1976 qu'il rompt avec le PCF pour rejoindre les marxistes-léninistes.

Il participait au bureau de section Rombas-Amnéville du PCF, militait au sein d'un syndicat « retraités » (adhérent à ce syndicat depuis 1936).

Suppléant
Introvigne François



François Introvigne, 23 ans, marié, un enfant.

Ouvrier métallurgiste à Soledec. (matériel de chauffage).
Délégué du personnel depuis 1975.

Militant dans son lycée, en 1973, il organise la grève de plusieurs lycées et CET de la Vallée contre la loi Debré. La mise en place de comité d'action a permis une mobilisation de la jeunesse jamais vue dans la région.

Moselle
(4e circonscription)

Marcel Grégoire



Marcel Grégoire, marié cinq enfants, 56 ans. Employé à Usinor. Domicilié à Thionville. Fondateur de hauts-fourneaux, chez de Wendel à Hayange. C'est là qu'il découvre les syndicats, la lutte de classe, et qu'il décide de choisir son camp. En 1950, il est licencié à la suite d'une grève avec plus de 40 militants CGT et CFTC.

Il travaille un an dans le bâtiment

comme manoeuvre avant de retrouver du travail dans la sidérurgie à Thionville où il reçoit une formation de chronométriste. Il refuse de faire ce travail à l'issue du cycle de formation et adhère à la CGT en 1952.

Il anime le PSU depuis sa création en 1960 et s'efforce vainement avec d'autres militants d'en faire un parti pour la classe ouvrière. Fortement influencé par les événements de 1968, il découvre les limites du PSU qu'il quitte en 1972. Quelques mois auparavant, la CGT le démet de ses mandats de délégué et l'exclut pour avoir diffusé un tract dénonçant les positions des dirigeants CGT et PCF au moment de l'assassinat de Pierre Overney.

Après deux ans de réflexions, il reconnaît dans le marxisme-léninisme l'outil qui lui permettra de continuer le combat. Il participe activement en 1977, à la lutte contre la liquidation d'Usinor en dénonçant la ligne de trahison des dirigeants du PCF. Muté à l'usine de Longwy.

Suppléant

Thein Eddy

Thein Eddy, 44 ans, mécanicien-auto à Thionville.

L'UOP DANS LA BATAILLE ELECTORALE REGION THIONVILLE

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présente des candidats dans les 3e et 4e circonscriptions de Moselle. Localement, celles-ci sont communément appelées : Thionville-Ouest et Thionville-Est.

THONVILLE-OUEST

On y trouve la plupart des usines sidérurgiques et des mines de fer de Moselle. Cette forte concentration ouvrière

explique la très ancienne influence du PCF qui recueille rapidement dans les années 20, par son caractère prolétarien et sa combativité, l'héritage de la social-démocratie allemande. N'oublions pas que l'Alsace-Lorraine a été annexée à l'Allemagne de 1870 à 1918.

Cette circonscription est durement frappée par la restructuration ininterrompue de la sidérurgie et des mines de fer depuis 1971 : fortes réductions d'effectifs, des milliers de travailleurs mutés d'une

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

usine à l'autre, tendance au dépeuplement et diminution de ressources de communes à forte population ouvrière. Une nouvelle offensive patronale se manifeste depuis peu dans les mines de fer avec des fermetures de puits, et l'éventuelle application de nouvelles techniques d'abattage éprouvées dans le charbon fait peser de lourdes menaces sur les mineurs de fer dans les années à venir.

Un point à souligner : à l'exception de certaines périodes de forte combativité (1967 par exemple), les luttes des mineurs de fer et des sidérurgistes ont rarement pu être unifiées. Un fait significatif : le 19 avril 1977, au moment de la montée à Paris des sidérurgistes, pour dénoncer la liquidation d'Usinor-Thionville, la CGT lançait un mot d'ordre de grève de 48 heures aux mineurs

de fer qu'elle contrôle à 90 % et dénonçait en même temps comme irresponsable le mot d'ordre CFDT de 24 heures de grève dans la sidérurgie !

La sidérurgie et les mines de fer forment deux mondes à part à 10/20 km de distance. Les mines de fer sont un empire de la fédération CGT du sous-sol, une population dispersée. La sidérurgie, plus concentrée où la prédominance du PCF est encore réelle mais où la CGT, même majoritaire, doit composer avec la CFDT.

THONVILLE-EST

La ville de Thionville (46 000 h) est située sur cette circonscription ainsi qu'Usinor dont les installations viennent d'être fermées à 80 %. Cette ville, relativement

protégée des nuisances de la sidérurgie, a connu depuis vingt ans un gonflement rapide de sa population : construction importante de cités HLM pour répondre aux besoins de la sidérurgie en expansion, abandon des vallées industrielles polluées, notamment de la part des cadres. Dominée de tout temps par la bourgeoisie locale du commerce, et de l'industrie, la municipalité est « tombée à gauche » en 1977. Mais les travailleurs d'Usinor ont vite compris que cette « victoire » restait sans effet sur leur lutte et qu'elle n'était en réalité qu'une révolution de palais.

Au Nord et à l'Est, au-delà de quelques communes ouvrières, commence la campagne parsemée de villages à population mi-ouvrière, mi-paysanne. Ces nombreux villages poseront évidemment aux

candidats de l'UOP de difficiles problèmes de réunions, de déplacement et de collage !

A noter enfin l'existence d'un projet de centrale nucléaire qui serait implantée à 10 km au nord de Thionville au bord de la Moselle. La population y est opposée dans sa grande majorité. Les candidats RPR et PR soutiennent « courageusement » le projet dans l'intérêt de la région. Quant au PS et au PCF, ils sont pour le programme nucléaire de la bourgeoisie mais contre la centrale de Cattenom ! (Evidemment !).

La liquidation d'Usinor et la centrale de Cattenom : voilà deux sujets locaux et actuels qui aideront les candidats de l'UOP à montrer à la population que les élections ne pèsent pas lourd à côté de l'action unie des masses populaires.

Une volonté de lutter prometteuse pour l'avenir

Certes, le patronat a gagné contre les travailleurs d'Usinor-Thionville. Ils n'ont pas réussi à imposer les formes de lutte de classe et de masse à la fois qui seules auraient pu permettre de gagner contre les licenciements.

La responsabilité en incombe aux dirigeants

révisionnistes et à la ligne démobilisatrice qu'ils ont impulsée. C'est cela qui a empêché les travailleurs de s'unifier largement sur la base de la démocratie prolétarienne et d'avoir recours à l'occupation de l'usine.

Pendant lors de diverses actions entreprises

de janvier à la mi-mars 1977, ils ont fait montre d'une volonté et d'une capacité de lutte grandissantes qui portera ses fruits dans l'avenir.

Les photos ci-dessus montrent quelques unes de ces actions.



Avril 1977, 15 000 à Paris. Un mot d'ordre de plus en plus largement repris : Union, action, occupation ! (photo HR).



19 mai, 10 h : on occupe les voies ferrées.



19 mai, 15 heures la CGT est partie, mais l'occupation des voies continue.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Nîmes

Renouer avec les traditions de lutte

Nîmes (135 000 habitants) est une ville qui, bien que moins industrielle que d'autres villes du département du Gard (Alès, dans le passé, grâce à l'existence du bassin minier ; Bagnols-sur-Cèze actuellement, grâce au développement de l'activité du port de l'Ardoise), a un riche passé de luttes ouvrières et populaires.

Dans les années 1920, le dépôt SNCF fut un bastion prolétarien dans lequel la CGTU fut fondée et développée par la suite par le père de notre camarade Marcel Piton. Le dépôt et la gare SNCF furent, durant les années 1940 à 1945, un foyer actif de la résistance à l'occupant.

Aujourd'hui, plusieurs militants qui ont, par le passé, mené de rudes combats de classe, sont en désaccord avec les dirigeants du PCF et aspirent à renouer avec les traditions de lutte de classe. Cette aspiration est partagée par bien des jeunes ouvriers travaillant en nombre important au dépôt, et inquiets devant les projets de fermeture d'une partie des ateliers et l'attitude passive des dirigeants syndicalistes.

Autre bastion de la classe ouvrière, l'usine du trust Perrier, à quelques kilomètres de Nîmes, où existe une puissante section CGT s'en tenant fermement à des positions de lutte de classe.

Enfin, dans les entreprises de moindre importance, de l'alimentation, du textile ou du bâtiment, il ne se passe pas un mois sans qu'une lutte contre les licenciements ou pour des augmentations de salaires éclate, comme récemment la grève victorieuse des travailleurs du garage Berliet.

Autre concentration importante de travailleurs nîmois, le centre hospitalier, qui emploie plus de deux mille personnes et où la révolte contre les dirigeants révisionnistes prend une importance grandissante, ceux-ci étant à la fois à la présidence du conseil d'administration (en la personne du maire PCF) et à la tête de la CGT !

Mais depuis quelques années, la ville de Nîmes est marquée par la venue de plus en plus importante de travailleurs immigrés, employés dans le bâtiment et l'agriculture (que ce soit la viticulture ou la culture maraîchère).

Ces travailleurs, logés dans les vieux quartiers du centre-ville, connaissent des conditions de vie et de travail particulièrement difficiles. Ils arrivent à s'organiser et à lutter, comme en témoignent les grèves de la faim de 1975 et la récente grève des ouvriers agricoles de Redessan après la mort scandaleuse de l'une de leurs camarades. Cette lutte a été soutenue et popularisée par la cellule « Vincent Faita » du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

En effet, les marxistes-léninistes sont

présents dans cette ville depuis fort longtemps.

L'activité du PCMLF et des idées marxistes-léninistes ces derniers temps inquiètent la bourgeoisie. A l'occasion de la campagne électorale de mars 1978, les marxistes-léninistes ont commencé à mener et mèneront une activité soutenue pour dénoncer les partis bourgeois de droite et de gauche, et faire connaître leurs propres idées.

Cette campagne électorale à Nîmes sera marquée par la dispute entre le député-maire PCF et le candidat du RPR qui espère bien reprendre le siège. Il est vrai que de nombreux travailleurs commencent à rejeter les nouveaux bourgeois du PCF qu'ils ont vus à l'œuvre à la mairie : comme par exemple, les habitants de la ZUP qui s'opposent au plan d'occupation des sols ; et nombreux sont ceux qui, de plus en plus, critiquent ouvertement tout le fonctionnement des transports en commun dans la ville ainsi que les privilèges de plus en plus voyants des bureaucrates municipaux, telle l'utilisation systématique des parkings de « fonction » de la mairie pour les besoins de la famille.

Quant au RPR, il est clairement soutenu par la Chambre de commerce dont le secrétaire général est membre du Comité central du mouvement de Chirac. La Chambre de commerce, organisation suprême des patrons sur la ville, vient de prendre position très récemment contre les activités à caractère social car cela enlève de la clientèle aux restaurants.

Mais la situation s'est encore compliquée par la présence, au milieu de tous les candidats de droite, de Furnon au CDS, en passant par le PR, d'un candidat socialiste et d'un radical de gauche.

Pour tenter de reprendre quelques voix au PS et aux radicaux, le PCF a poussé le PSU avec qui il est très lié ici, à présenter un candidat sur la circonscription.

C'est également le rôle que va jouer à un degré moindre la candidature communie (non sans mal) de la Ligue communiste révolutionnaire et de ce qui reste de l'OCT.

Face à ce véritable panier de crabes, les marxistes-léninistes appelleront les travailleurs à rejeter les partis bourgeois de droite comme de gauche et à voter pour l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

une intervention interminable, expliqua que son organisation n'avait pas appelé à la soirée, que l'OCT présentait son candidat sans débat préalable, suivi de près par un autre trotskiste qui, hystérique, empêchait un militant de l'OCT de répondre, le ton monta rapidement : traité de provocateur et de salaud, il était bousculé et invité à quitter la salle.

— Après d'interminables palabres

sur les formes et le contenu de la campagne, les commissions (les jeunes, les femmes, la région) se mettaient en place à 11 h du soir, alors que le candidat OCT vu le climat des négociations, proposait à sa place un candidat du groupe femme. Les quelques personnes inorganisées venues ce soir-là et qui ne sont pas parties avant la fin, ont le droit de s'interroger sur le sérieux de la réunion et l'unité OCT-LCR.

Grève chez Berliet du 13 au 25 janvier 1978

— Majoration des salaires de 13,10 %.
— Paiement de 25 % des journées de grève rassemblant une cinquantaine de personnes.

Un gréviste CFDT nous a confié que la CGT avait pris le train en marche au début de la bagarre mais qu'il y avait eu une bonne unité à la base. « On aurait pu obtenir plus, mais dix jours, ça commençait à tirer et on a maintenu l'unité jusqu'au bout ».

Cette victoire des travailleurs de Berliet a renforcé leur unité et leur confiance en eux-mêmes pour les prochaines bagarres.

Le 13 janvier, les travailleurs de chez Berliet à Nîmes se sont mis en grève pour :

— La réduction du temps de travail et le samedi de repos.

— L'augmentation des salaires.

— La prime de vacances.

Le patron local soutenu par la maison-mère, l'ensemble des sociétés (Renault, Saviem, Berliet) en cours de fusion, a pris une attitude dure pendant la bagarre, mais il lâchait le 25 :

— 42 h par semaine.

— Repos tous les samedis.



Apéritif de solidarité organisé par les travailleurs de Berliet au cours de leur grève.

Candidat de l'UOPDP MARCEL PITON UN VIEUX MILITANT DEVOUE A LA CAUSE REVOLUTIONNAIRE

Marcel Piton, militant dévoué à la cause révolutionnaire.

Né en 1906, fils de cheminot, il fut très tôt en contact avec les idées révolutionnaires, son père était membre du PCF et militant de la CGTU à la SNCF. Très tôt, il rejoignit les rangs du PCF et dès le début, s'engagea dans la Résistance où il joua un rôle actif. A la Libération, il était nommé secrétaire à l'organisation du PCF sur le département.

Il refusa à cette époque un poste de permanent au niveau national craignant de s'embourgeoiser et de se couper de la base. Il réalisa peu à peu que le PCF abandonnait ses positions de classe prolétariennes et en 1966, il rompit avec lui

pour rallier quelques années plus tard les rangs des communistes marxistes-léninistes.

A Garons, son village, militant dévoué et infatigable, au service de la population, il est président du club du 3e âge, de la société de chasse, du cercle de la jeunesse dont il entraîne les équipes de football.

Ce travail lui valut le soutien des gens du village concrétisé par 47 % des voix aux dernières municipales malgré les tripotouillages de la bourgeoisie (votes trafiqués, votes des résidents hors de la commune...) ; dernièrement, attaqué par un journal régional, tenu par le PS semble-t-il, fort du soutien de la population il prépare la riposte.



Ce parking de la mairie de gauche devient le parking privé des familles des bureaucrates municipaux. « Il y a de l'abus », pensent de nombreux travailleurs.

Piteuse exhibition des trotskistes

Une réunion OCT-LCR-CCA) devait mettre en place son comité de campagne pour les législatives. Après une analyse de la situation par l'OCT

« Ni droite, ni gauche mais votons à gauche » et la présentation du candidat commun, le débat allait se corser. Un représentant de la Ligue, après